

Les crédits

C'est pourquoi ce gouvernement met l'accent sur la formation et consacre des fonds à ce secteur. Cependant, il faudrait que les employeurs se montrent plus coopératifs.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir traiter de cette motion cet après-midi.

Le débat est très intéressant, car il a certes permis de souligner quelques-uns des problèmes auxquels fait face la plus grande province du Canada, problèmes qui sont attribuables en grande partie aux politiques financière et économique du gouvernement fédéral.

Je voudrais simplement revenir à quelques observations que d'autres députés ont faites à la Chambre avant de passer aux miennes.

Une des choses intéressantes que disait un orateur précédent de Calgary, c'est que la récession est mondiale. Le ralentissement de l'économie se fait sentir partout. Les États-Unis, le Japon et d'autres pays en souffrent. Je pense qu'il y a une certaine vérité dans cela.

Mais il y a aussi de nombreux secteurs où cela n'est pas vrai. Le Canada a perdu 23 p. 100 de ses emplois dans le secteur industriel et dans celui de la fabrication, alors que les États-Unis en ont perdu 6 p. 100 au cours de la même période. Donc, dans l'économie canadienne, le secteur de la fabrication a vu 23 p. 100 de ses emplois disparaître. La majeure partie ou un grand nombre de ces emplois se trouvaient au coeur industriel du pays, soit en Ontario.

Pour leur part, les États-Unis ont enregistré une perte de 6 p. 100 d'emplois, ce qui constitue une très grande différence. On dit qu'avec l'Accord de libre-échange, les États-Unis ont perdu des emplois. C'est probablement vrai, mais ils en ont perdu 6 p. 100 et nous, 23 p. 100.

Le député de Calgary-Sud-Ouest a également parlé d'un ralentissement économique au Japon. Eh bien, il se trouve que j'y suis allé il y a quelques mois, et je répugne à dire au député qu'il y a une pénurie de travailleurs au Japon, spécialisés ou non. Pour la première fois dans son histoire, ce pays connaît le problème des travailleurs étrangers ou itinérants, parce qu'il y a maintenant plus de 300 000 personnes du Baloutchistan au Pakistan qui travaillent au Japon, et un grand nombre d'entre elles n'ont pas d'existence légale, mais les industries ont besoin de leurs services.

Aussi, je pense que, quand le gouvernement prétend que c'est un problème mondial et que nous n'en sommes

pas responsables, il devrait vraiment examiner cette récession et ses répercussions.

Nous sommes entrés en récession plus tôt que d'autres pays, nous nous y sommes enfoncés plus profondément et nous allons y rester plus longtemps. À cause du gouvernement qui a adopté la TPS, laquelle a nui à notre secteur de la vente au détail. C'est à cause de l'Accord de libre-échange qui a compromis toute notre balance des paiements, et c'est à cause des forts taux d'intérêt qui restent supérieurs à ceux des États-Unis et qui ont maintenu la valeur de notre dollar à un niveau artificiellement élevé, ce qui rend les exportations bien plus difficiles et les importations moins chères. C'est ce qui se passe depuis que les conservateurs sont au pouvoir.

Cela a créé des difficultés, en particulier dans la province de l'Ontario, le centre industriel du Canada. Aussi, alors que cette province connaît des difficultés à cause des conditions économiques dont le gouvernement est responsable, qu'a fait celui-ci pour l'aider ainsi que ses habitants?

Je veux seulement citer deux ou trois exemples de ce qu'il a fait. Le gouvernement fédéral a naturellement réduit le financement des programmes établis qui aide les provinces dans le domaine des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire, et de cette grande chose dont parle le gouvernement — l'éducation.

Il y avait une formule en place qui était fondée sur le montant attribué aux provinces auquel venait s'ajouter l'augmentation du PNB. L'augmentation n'était pas fonction des dépenses ou de quoi que ce soit d'autre. Simple-ment, à mesure que le pays s'enrichissait, l'argent devait être transféré aux provinces en fonction de la richesse additionnelle créée.

• (1510)

Que s'est-il produit? Le processus a commencé à l'époque du gouvernement libéral. Les libéraux ont décidé qu'ils n'aimaient pas la formule existante et ils ont commencé à faire des coupes. Avant même que les conservateurs ne prennent le pouvoir, ces diminutions se chiffraient en Ontario à près de 300 millions de moins en 1982-1983, et à 360 millions de moins en 1983-1984. Maintenant, les sommes ainsi perdues s'élèvent à 2,6 milliards de dollars par année. Cette province aurait dû recevoir ces sommes selon la formule qui tenait compte de l'augmentation de la richesse du pays. On a ainsi retiré 11 milliards de dollars à la province, non seulement pour les soins de santé, mais aussi pour l'enseignement postsecondaire.